

Infrastructures, transports et mer

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER,
EN CHARGE DES TECHNOLOGIES VERTES
ET DES NÉGOCIATIONS SUR LE CLIMAT

Commission nationale d'évaluation
de cession d'outillages portuaires

Avis relatif aux cessions d'outillages portuaires sur les terminaux du quai Freycinet 11, terminal multivrac, quai de Grande-Synthe et quai Freycinet 12 (grand port maritime de Dunkerque)

NOR : DEVT0924625V

(Texte non paru au *Journal officiel*)

Vu la loi n° 2008-660 du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire, et notamment ses articles 8 et 9 ;
Vu le décret n° 2008-1032 du 9 octobre 2008 pris en application de la loi n° 2008-660 du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire et portant diverses dispositions en matière portuaire, et notamment ses articles 6 et 7 ;

Vu le décret n° 2008-1038 du 9 octobre 2008 instituant le grand port maritime de Dunkerque ;
Vu le décret n° 2008-1240 du 28 novembre 2008 pris en application de l'article 11 de la loi n° 2008-660 du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire ;

Vu le décret du 26 mai 2009 portant nomination du président et des membres de la Commission nationale d'évaluation des cessions d'outillages portuaires ;

Vu le projet stratégique adopté par une délibération du conseil de surveillance du grand port maritime de Dunkerque en date du 3 avril 2009 ;

Vu la saisine le 2 juillet 2009 par laquelle le président du directoire du grand port maritime de Dunkerque demande un avis sur la cession des outillages dans le cadre de la procédure de gré à gré prévue à l'article 8 du décret n° 2008-1032 du 9 octobre 2008 suscitée ;

Vu les éléments complémentaires transmis au cours de l'instruction,
La Commission nationale d'évaluation des cessions d'outillages portuaires, régulièrement convoquée et constituée, réunie le 27 octobre 2009,

Après en avoir délibéré,

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 9-III de la loi n° 2008-660 du 4 juillet 2008 la commission « émet un avis public sur l'évaluation des biens et droits réels avant leur cession » dans le cadre de la procédure de gré à gré ; que, par lettre accusant réception du dossier le 2 juillet 2009, le président de la Commission nationale d'évaluation a demandé et recueilli, conformément à l'article 7 du décret précité, l'accord du président du directoire du grand port maritime de Dunkerque pour prolonger dans un premier temps jusqu'au 15 octobre 2009 puis jusqu'au 31 octobre 2009 le délai d'instruction du dossier ;

Considérant que la société Seabulk a, par courrier en date du 10 avril 2009, manifesté son intérêt d'engager les négociations visant au transfert des activités de manutention sur le terminal du quai Freycinet 11, terminal multivrac et quai de Grande-Synthe ;

Considérant que la société Barra a, par courrier en date du 24 avril 2009, manifesté son intérêt d'engager les négociations visant au transfert des activités de manutention sur le terminal du quai Freycinet 12 ;

Considérant qu'à l'issue des négociations les sociétés Seabulk et Barra sont convenues que la gestion des outillages des deux terminaux serait assurée par une société commune avec une participation minoritaire du grand port maritime de Dunkerque conformément aux dispositions de l'article L. 103-2 alinéa 4 du code des ports maritimes ;

Considérant que les négociations ont porté sur les conditions de la future convention de terminal, notamment les redevances domaniales, le transfert de personnel et la cession des outillages et que les conditions de maintenance des outillages ont été abordées par ailleurs ; que les opérateurs s'engagent à acheter au grand port maritime dans le cadre de la société commune quatre grues Liebherr (2806, 2807, 2808 et 2809), cinq bennes à câbles (1, 2, 3, 4 et 5), deux bennes électrohydrauliques (2 et 4), deux palonniers télescopiques, deux palonniers semi-automatiques et une passerelle de montage de bennes ; que par ailleurs la société Seabulk s'est engagée à acheter seule au grand port maritime une pelle hydraulique et une benne électrohydraulique ; que le prix de cession comprend les appareils et pièces de rechange associés aux outillages ;

Considérant que la commission a eu communication de l'ensemble des points de négociation, notamment les comptes rendus de réunion entre les parties ainsi que les protocoles d'accord du 2 juillet 2009 ; que ses membres ont entendu la présidente du directoire du grand port maritime le 23 septembre 2009 ;

Considérant que, conformément à l'article 9 de la loi du 4 juillet 2008, la commission s'est assurée du « bon déroulement et de la transparence de la procédure de cession » ; que la cession envisagée s'inscrit bien dans le projet stratégique du grand port maritime de Dunkerque ; que les sociétés Barra et Seabulk ont également été identifiées par le projet stratégique comme étant opérateurs relevant de l'article 9-I-1 de la loi du 4 juillet 2008 ; que les opérateurs sont des utilisateurs réguliers de l'outillage considéré et traitent un trafic significatif sur ce terminal ; que les projets d'actes de cession prévoient des dispositions spécifiques portant sur le sort des outillages en cas de résiliation de la convention du fait des opérateurs ;

Considérant que, conformément à l'article 7 du décret n° 2008-1032 du 9 octobre 2008, la commission a été amenée à prendre en compte de manière plus générale « l'équilibre économique des terminaux portuaires considérés et les perspectives de développement de l'activité », notamment les perspectives d'investissement envisagées par les opérateurs ; qu'elle a procédé à l'évaluation des termes financiers de l'opération projetée en recourant à une analyse économique intégrant les éléments comptables, une estimation technique des biens considérés, l'équilibre économique des terminaux et les perspectives de développement économique de ce dernier ; que pour son analyse elle a disposé de l'expertise technique confiée à M. Philippe Leblon, courtier en outillage ; qu'elle a tenu compte également des éléments de comptabilité analytique pour les terminaux considérés sur les années passées ainsi que du plan de financement envisagé par l'opérateur ;

Considérant que l'outillage portuaire public sur les terminaux du quai Freycinet 11, terminal multivacs, quai de Grande-Synthe et quai Freycinet 12 est déficitaire ; que le marché de l'outillage portuaire est particulièrement défavorable compte tenu du contexte économique ; que les coûts de déplacement d'un outillage peuvent grever son prix de cession dans le cas de sa revente sur un autre site ;

Considérant que le projet d'acte de cession prévoit que sera versée au port une soulte représentant un complément du prix payé par la société commune, soulte conditionnée par les résultats de ladite société ;

Considérant que les conditions de financement sont acceptables au regard des conditions actuelles du marché financier et comprennent des clauses de caution bancaire sur les biens considérés ;

Considérant donc que le prix de cession ne peut être évalué sur la seule valeur à neuf des biens considérés et que la commission a jugé nécessaire de prendre en considération l'équilibre économique précité incluant notamment les modalités de détachement au sens de l'accord-cadre du 30 octobre 2008 des salariés du grand port maritime de Dunkerque ainsi que les termes de négociation retenus pour les projets de convention de terminal,

Pour tous ces motifs, et au vu de l'ensemble des éléments qui lui ont été transmis, émet un avis favorable aux projets d'acte de cession joints au dossier transmis, sous réserve de la constitution effective de la société commune.

Le présent avis sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.

Pour la commission :
Le président,
J.-F. BERNICOT